

## Entretien avec Quinn Slobodian

Après avoir exploré l'histoire intellectuelle du néolibéralisme dans *Les Globalistes* (Seuil, 2022), Quinn Slobodian, historien canadien spécialiste de l'histoire globale et professeur à l'université de Boston, poursuit son enquête sur cette école de pensée dans *Le Capitalisme de l'apocalypse ou le rêve d'un monde sans démocratie* (Seuil, 384 pages, 25,50 euros).

**Le titre original de votre livre est « Crack-Up Capitalism », le capitalisme à fragmentation. Que désigne cette expression ?**

Elle nous invite d'abord à réfléchir à la géographie du capitalisme d'aujourd'hui. Le capitalisme a été marqué ces dernières décennies non seulement par l'intégration des échanges (la mondialisation), mais aussi par la création d'une variété gigantesque d'instances destinées à favoriser les investisseurs et leurs profits : zones économiques spéciales, ports francs, parcs d'affaires...

La deuxième utilisation du terme « crack-up capitalism » est plus normative. Elle renvoie à la vision de libertariens radicaux qui, depuis l'économiste Friedrich Hayek jusqu'à l'investisseur Peter Thiel, rêvent de l'effondrement du système des Etats-nations. Ils imaginent un monde post-démocratique et même post-nations. L'humanité serait organisée en villes privées – ce qu'ils appellent des charter states (« Etats à charte ») –, dans lesquelles le principe de gouvernance ne serait plus « un homme, une voix ». Elles seraient gouvernées comme des entreprises.

**Ce fantasme correspond-il déjà à une réalité ?**

En partie. Aujourd'hui, on compte plus de 6000 zones économiques spéciales, au cœur de la production et des flux financiers, à l'échelle mondiale. De même, les gated communities (« communautés fermées ») aux Etats-Unis, qui n'existaient quasiment pas il y a un demi-siècle, se comptent par dizaines de milliers aujourd'hui. Une réorganisation de la vie humaine est donc bien en cours. Savoir si elle prépare un monde « post-Etat-nation » reste une question ouverte. Mon livre tente de comprendre pourquoi des personnalités issues de l'élite rêvent d'une telle dystopie.

**Ces zones, dans l'esprit de ces idéologues, sont des outils pour se passer des Etats. Mais à la fin du livre, vous dites qu'elles sont en fait des outils au service de ces derniers : Chine, Arabie saoudite, Dubaï... N'est-ce pas paradoxal ?**

Il y a toujours une dialectique entre les utopies et la réalité dans laquelle elles s'inscrivent. Le socialisme utopique au XIXe siècle était une façon de lire les

mutations qui avaient alors lieu : l'essor de la classe ouvrière, la production de masse... De même, les anarcho-capitalistes et libertariens radicaux d'aujourd'hui voient, dans un monde de contractuels, de chauffeurs Uber, de médias sociaux et de cryptomonnaies, ce que pourrait être un autre futur politique si ces tendances étaient accélérées. Le fait est que la multiplication des zones spéciales ne semble pas près de provoquer l'effondrement des Etats-nations.

### **Il est plus difficile de se débarrasser des Etats que de la démocratie...**

Absolument ! De ce point de vue, il faut oublier cette idée reçue – et relativement récente – selon laquelle le capitalisme et la démocratie se renforcent mutuellement. Joseph Schumpeter, dans les années 1940, était convaincu, comme d'autres alors, que l'avènement de la démocratie signifierait la fin du capitalisme, car les citoyens utiliseraient leur vote pour collectiviser les moyens de production. A l'inverse, des penseurs comme Milton Friedman, dans les années 1970, étaient sceptiques à l'idée que le capitalisme allait de pair avec la démocratie. Ils arguaient qu'un excès de démocratie conduisait à des inefficacités et que cela ralentissait la production. Friedman admirait alors Hongkong, un territoire qui était davantage géré comme une entreprise que comme un pays.

Le récit habituel que l'on fait de l'après-guerre froide est plein de clichés et de platitudes : le triomphe de la démocratie, un mouvement vers une plus grande intégration supranationale, le succès du multilatéralisme, et, globalement, un progrès...

### **C'est la rhétorique de « la fin de l'histoire », selon le titre du fameux livre de Francis Fukuyama, en 1992...**

Oui ! Mais contrairement à ce récit, la démocratie et le capitalisme ne sont pas allés de pair. La priorité donnée à la liberté économique plutôt qu'à la liberté politique – ce pourrait être une définition du néolibéralisme – a conduit à considérer comme des modèles des endroits comme Singapour ou Hongkong, dont les traditions démocratiques sont faibles ou nulles.

Dans le processus de nation branding – les efforts pour attirer touristes et investisseurs –, l'existence d'élections libres ou même d'une liberté d'expression compte très peu. Dans les classements d'attractivité internationaux, Dubaï obtient des scores très élevés, même s'il fonctionne comme une autocratie clanique, même s'il repose sur une main-d'œuvre quasi esclavagisée, même s'il se classe très bas en termes de liberté de la presse ou d'égalité des genres. Que de telles places aient pu devenir les archétypes de ce qu'est un « bon Etat » au XXI<sup>e</sup> siècle en dit long sur notre civilisation.

### **Le capitalisme sans démocratie est-il un modèle solide ?**

Oui, et ce n'est pas nouveau. La première mondialisation, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, fonctionnait sur la base de l'étalon-or, mais aussi sur celle de l'absence de suffrage universel : pour rétablir la parité de la monnaie, on pouvait toujours réduire les salaires ou provoquer des vagues de chômage.

Dans les années 1970, lorsque les banques de la City de Londres ou de Wall Street cherchaient des pays emprunteurs, elles considéraient que le risque était le plus faible dans des endroits comme l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie ou l'URSS. Elles étaient ravies de prêter de l'argent à des pays non démocratiques, et même socialistes. Les démocraties étaient vues comme des sources d'insécurité pour les investisseurs. Les nouveaux droits qui ont été adoptés à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle concernent surtout la sécurité des investisseurs, les droits du capital, la protection de la propriété privée...

### **Comment Donald Trump s'inscrit-il dans le récit que vous présentez ?**

Son nationalisme économique semble certes aller à l'encontre de la fragmentation mondiale que je décris. Mais il défend aussi des politiques qui accélèrent la fragmentation de son pays : des responsabilités importantes (avortement, contrôle des armes, financement de l'éducation...) sont laissées aux Etats. Cela prépare une intensification de la concurrence entre eux. Par ailleurs, Donald Trump plaide pour la création de villes privées, les freedom cities (« cités de liberté »). Il a aussi poussé des initiatives comme celles d'Elon Musk pour créer des villes d'entreprises, permettant aux entrepreneurs d'élaborer leurs propres législations. Cette tendance devrait s'accroître.

### **La Chine, pays au pouvoir autoritaire, s'appuie également sur les zones économiques spéciales que vous décrivez.**

La Chine est l'acteur le plus important dans cette histoire du « capitalisme crack-up ». C'est l'émulation créée par Hongkong, dans le sud de la Chine puis dans d'autres régions, qui a permis au pays de connaître une croissance spectaculaire au cours des dernières décennies. On comprend mal ce modèle si on le perçoit comme « centralisé ». Le génie de la direction politique chinoise a été de décentraliser une grande partie des décisions économiques au niveau de ces zones économiques spéciales.

Cela a permis de laisser une latitude importante aux investisseurs étrangers et aux entrepreneurs locaux. Les expérimentations réussies étaient ensuite reproduites dans de nouvelles zones... La Chine représente un mélange extraordinaire de contrôle public et d'initiative privée, qui a été admiré par de nombreux libertariens.

Avec l'initiative « Ceinture et route » (Belt and Road Initiative), la Chine a tenté d'externaliser les zones le long des routes commerciales de l'ancien empire. Elle a reproduit en quelque sorte le modèle des enclaves, utilisé jadis par l'Empire britannique avec ses comptoirs de la péninsule Arabique jusqu'au détroit de Singapour. Comme au XIX<sup>e</sup> siècle, on ne cherche pas à conquérir de vastes territoires, on se concentre sur des points stratégiques.

### **Comment les démocraties peuvent-elles empêcher « l'économie de l'apocalypse » ?**

L'Europe est un endroit fascinant où la bataille est menée. L'Union européenne (UE) a été conçue pour assurer une concurrence non faussée, ce qui passait par l'élimination de la course au moins-disant fiscal ou social provoquée par des zones spéciales. Cependant, les pays d'Europe de l'Est, qui ont rejoint l'UE plus tard, ont continué à utiliser des zones pour attirer les investissements. La Pologne est devenue une seule grande zone économique spéciale : le pays entier offre des traitements de faveur. La Hongrie, supposée nationaliste et populiste, crée également des zones spéciales pour attirer les investissements coréens. En Italie, Matteo Salvini et Giorgia Meloni s'y sont mis aussi, dans le sud du pays...

Ces initiatives nourrissent une confrontation en Europe, avec pour enjeu l'équité de la concurrence et la primauté de l'Etat de droit. L'UE est en tout cas bien placée pour résister à l'attrait des nouveautés clinquantes comme les cryptomonnaies ou autres gadgets censés fournir une prospérité « à la Dubaï ». Elle n'est pas impressionnée par les bulles de hype que souffle la Silicon Valley.